



BAS-RHIN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 4 avril 2019

sous la présidence du Maire, **M. Jean-Louis HOERLE**

Nombre des membres élus : 33 Conseillers en fonctions : 33

Conseillers présents : 25 Conseillers absents : 8

dont 8 excusés

7 membres ont voté par procuration.

26) POINT DE L'ORDRE DU JOUR :

BUDGET PRIMITIF 2019

Rapporteur : Madame Danielle TISCHLER, Adjointe au Maire.

ADOpte PAR 25 VOIX POUR – 5 CONTRES (Mmes LAFORET, VERHAMME, MM KONRATH, SCHANN, SCHIMMER) – 2 ABSTENTIONS (Mmes FRAASS, ROMILLY).

Certifié exécutoire par
le Maire compte tenu de
la réception en Sous-Préfecture
le **08 AVR. 2019**
et de la publication / notification
le **09 AVR. 2019**
Le Maire,



POUR EXTRAIT CONFORME
BISCHHEIM LE 5 AVRIL 2019

LE MAIRE

JEAN-LOUIS HOERLE

VICE-PRESIDENT DE L'EUROMETROPOLE

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Budget Primitif 2019

Après le Débat d'Orientations Budgétaires qui s'est tenu le 7 février 2019, le Conseil Municipal doit se prononcer sur le vote du Budget Primitif.

Le Budget Primitif est une étape de prévisions budgétaires adoptées à la suite de la discussion du Débat d'orientation Budgétaire. Il est également un acte de report destiné à intégrer les résultats dégagés au cours de l'exercice précédent. Aussi, il vous est proposé d'approuver le projet de Budget Primitif 2019, selon le détail joint dans le document annexé, et dont les masses peuvent se résumer de la manière suivante :

- **En fonctionnement :**

. Dépenses : 19 498 456.57 € contre 18 466 127.43 € en 2018
. Recettes : 19 498 456.57 € contre 18 466 127.43 € en 2018

- **En investissement :**

. Dépenses : 11 395 705.17 € contre 12 245 079.40 € en 2018
. Recettes : 11 395 705.17 € contre 12 245 079.40 € en 2018

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Débat d'Orientations Budgétaires qui s'est tenu le 7 février 2019,
Vu la note de synthèse jointe en annexe,
Vu l'avis favorable du Comité Directeur en date du 20 mars 2019,
Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 27 mars 2019,

Aussi, je vous prie de bien vouloir adopter la délibération suivante :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

décide

d'approuver le Budget Primitif 2019 tel que détaillé en annexe.

Certifié exécutoire par
le Maire compétent en vertu de
la réception en Sous-Préfecture
le **08 AVR. 2019**
et de la publication / notification
le **09 AVR. 2019**
Le Maire,



POUR EXTRAIT CONFORME
BISCHHEIM LE 5 AVRIL 2019
LE MAIRE
JEAN-LOUIS HOERLE
VICE-PRESIDENT DE L'EUROMETROPOLE

NOTE DE SYNTHÈSE SUR LE BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2019

Annexe à la DCM du vote du Budget Primitif 2019- Séance du 4 avril 2019

Le budget primitif 2019 se situe dans le prolongement du Débat d'Orientation budgétaire tenu le 7 février 2019 ; il reflète les lignes directrices annoncées et examinées.

En raison de l'adoption préalable du Compte Administratif 2018, la commune dispose des reports ainsi que de l'ensemble des résultats antérieurs pour l'élaboration du Budget Primitif 2019.

Ce dernier se caractérise par des investissements importants, sans augmentation des taux des impôts locaux, et par une volonté de maîtrise des dépenses de fonctionnement.

Une attention toute particulière a été portée à l'endettement par habitant ; il était de 1 260€ en 2012, actuellement de 875€ par habitant (en prenant en compte le dernier emprunt) ; il va à nouveau diminuer avec ce budget, en raison de la baisse des investissements en cours mais aussi par la stratégie de désendettement. L'objectif de maintenir l'endettement à moins de 1 000 € par habitant en fin de mandat sera atteint si les conditions exprimées lors du Débat d'Orientation Budgétaire sont tenues. La moyenne nationale pour la strate (communes entre 10 000 et 20 000 habitants) est de 957 par hab. (Site Taelys sur la base des CDG 2017).

L'épargne brute constitue un autre point à surveiller ; elle est actuellement supérieure à 15% (CA 2018). Elle devrait être maintenue bien au-dessus des 10 % et a fortiori des 8%, seuil critique au regard des critères de la Chambre régionale des Comptes et des principes de bonne gestion. La reprise du PPCR, les recrutements en cours, l'intégration de la Petite Enfance à compter du 1^{er} juin 2019 et le fonctionnement du futur Hôtel de Ville rendent difficile toute prospective certaine et nécessiteront un suivi particulier.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

- Focus sur les dépenses de fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre à 19 498 456.57 € (contre 18 466 127,43 en 2018), elle est caractérisée par une évaluation sincère de la dépense publique en l'état actuel des données disponibles.

Néanmoins, la réglementation amène des augmentations sur certains postes, en particulier sur les charges de maintenance, d'entretien, de télécommunication et de ressources humaines. L'intégration du nouvel Hôtel de Ville devrait amener une baisse de certaines dépenses, mais aussi de nouvelles dépenses notamment de maintenance relative aux nouveaux équipements (ascenseur, totem, équipements audio-visuel, centrale d'air par exemple). En prévision, des augmentations ont été budgétées sur les fluides, les télécommunications et la maintenance.

Par ailleurs, l'intégration de la Petite Enfance même sur un exercice incomplet (7/12^{ème}) va amener des transferts de crédits importants. Une hausse des dépenses de fonctionnement de l'ordre de 1 298 374€ pour les charges de personnel et de 103 528€ pour les charges à caractère général et des recettes de l'ordre de 935 433€ sur la période de juin à décembre 2019.

La subvention CCAS baissera de 400.000€ et a été budgétée à 600.000€ afin de sécuriser la situation financière de cet établissement public le temps du transfert, en particulier en période PPCR et de revalorisation de cadre d'emploi spécifique comme les Educateurs Jeunes Enfants. Ce transfert sera rattaché au service Education.

Enfin, les réorganisations internes de nombreux services amènent des changements d'affectation de crédits substantiels rendant difficile la comparaison par fonction sur cet exercice.

Plus précisément, ces modifications se concentrent ainsi :

- La Direction générale regroupe à présent, en sus de ses crédits affectés (PM, Politique de la Ville par exemple) les crédits RH, communication, affaires démographiques, urbanisme et services techniques.
- Le service Technique a centralisé les crédits relatifs aux équipements de protection individuelle, aux vêtements de travail, le fonctionnement technique des écoles, l'ensemble des prestations d'entretien des bâtiments de la Ville. Ces mouvements sont estimés à plus de 350.000€.
- Enfin, les écoles de danse et de musique intègrent le pôle Animation du Territoire pour des mouvements estimés à plus de 170.000€.

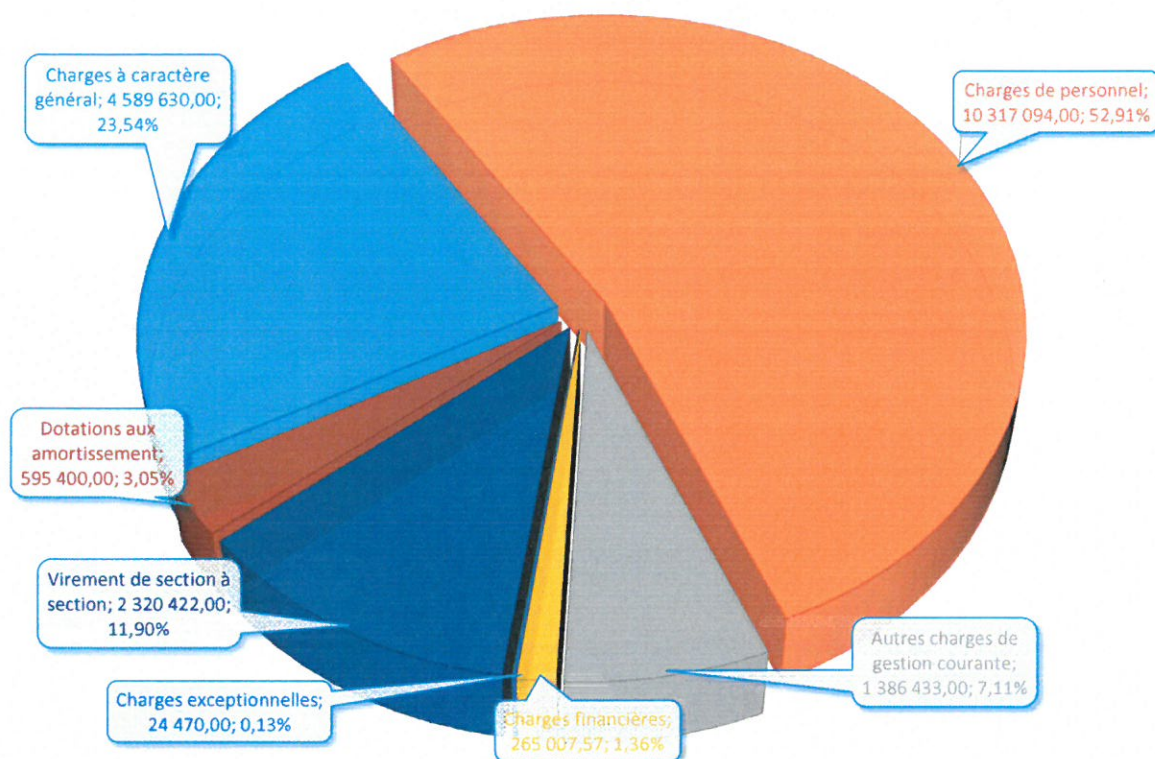
Les dépenses totales de fonctionnement augmentent de 4% en 2019 par rapport à 2018.

Les dépenses réelles de fonctionnement sont estimées à 16 582 634,57€ en 2019 contre 15 670 727€ en 2018 soit une hausse de 5.82%, pour les raisons évoquées précédemment en particulier avec le transfert de la Petite Enfance.

Ainsi en 2019, le virement de section de section est réévalué à 2 320 422€ contre une proposition de 2 200 000,00 € lors du BP 2018, soit une hausse de 5.47 %.

L'épargne brute est donc estimée à 1 793 549,43 € (contre 1 338 297.57 € en 2018) soit 9.76 % contre 7.47 % en 2018. Il a été fixé un objectif d'épargne brute à 12% minimum au Compte administratif avec un virement minimal de 2.200.000€ de section à section lors du ROB 2019. Faute de transmission des données par les services de l'Etat, la Ville a opté pour des dépenses certaines et des recettes prudentes, dégradant de fait ce ratio. Au regard de l'état fiscal 1259, des recettes supplémentaires sont attendues, améliorant ce ratio par rapport à l'exercice précédent.

**DEPENSES TOTALES DE FONCTIONNEMENT 2019 :
19 498 456,57€**



Le chapitre « **Charges Générales** », comprenant notamment les charges afférentes aux fluides, à l'énergie, aux divers contrats de maintenance, aux frais de télécommunication s'établit à 4 589 630 € contre (4 094 590 € en 2018) soit **une hausse de 12.09%**. Cela correspond aux revalorisations annuelles de contrats et à des frais inhérents aux déménagements provisoires des services de la mairie lors des travaux d'extension de l'Hôtel de Ville, en particulier dans le domaine des télécoms. Par ailleurs, vu l'externalisation de certaines prestations d'entretien, les opérations importantes de maintenance (50.000€ en éclairage public par exemple) dans le budget technique et les obligations réglementaires, une hausse de ces postes est anticipée (comptes 611 et 615). Le transfert de la Petite Enfance et l'arrivée de nouveaux équipements dans le nouvel Hôtel de Ville donnent aussi une tendance à la hausse. Ces charges représentent 23.54% (contre 22.17 % en 2018) des dépenses totales de fonctionnement.

Le chapitre « **Charges de Personnel** » présente un montant de 10 317 094 € contre 9 400 000 € en 2018 soit **une hausse de 9.75 %**. Cette augmentation s'explique, en partie, par le Glissement vieillesse technicité (GVT) estimée à 110.00€ et la hausse de +0.06% sur les cotisations vieillesse patronales et salariales. La reprise du PPCR, bien que plus limité que les autres revalorisations, amènera également des hausses sur les rémunérations principales et de facto sur les cotisations associées.

Néanmoins, ces hausses réglementaires n'expliquent que partiellement cette augmentation. L'explication principale réside dans le transfert de la Petite Enfance à la Ville pour un montant estimé à 1 298 374€ pour 7.5 mois pour prendre en compte le 13^{ème} mois de ces agents.

Ce poste représente 52.91% des dépenses totales et 62.2% des dépenses réelles de fonctionnement (59,65% en 2018). Pour rappel, la moyenne de ce ratio pour les collectivités de plus de 10.000 habitants appartenant à une métropole (hors Paris) est de 58,8%.

Le chapitre « **Autres charges de gestion courante** » se stabilise à 1 386 433€ contre 1 921 729 € en 2017. La subvention au CCAS, reste estimée à 600 000€. La baisse provient très majoritairement de la baisse de la subvention à cet établissement public en contre partie du transfert de la Petite Enfance vers la Ville à compter du 1^{er} juin 2019.

Les charges financières s'établissent à 265 007,57 € en 2019 contre 293 028.43 € en 2018 pour un réalisé 2018 de 243 172,89 €. Cette baisse est due à la stratégie de désendettement de la Ville et aux taux d'intérêt historiquement bas qui maintiennent les charges financières des emprunts à taux variable à un niveau raisonnable. Ce poste représente 1.36 % des dépenses totales et 1.60 % des dépenses réelles de fonctionnement. Une attention doit être portée à la structure de la dette de Bischheim. Si des efforts pour stabiliser la dette sur des emprunts à taux fixe sont faits, la structure variable (70%) suppose une attention toute particulière sur ce poste lié aux conjonctures des taux.

Les charges exceptionnelles (24 470 € contre 14 300 €) incluent la liste des dépenses diverses comme le paiement d'intérêts moratoires, des projets pédagogiques dans les écoles, l'attribution de bourses ou de prix et d'inscriptions budgétaires en vue d'annulation de titres en particulier dans les services à la population. Les augmentations sont liées à la hausse des extinctions de créances à venir pour 2018 et 2019 et par le transfert de la Petite Enfance. Ce poste représente 0.13% des dépenses totales de fonctionnement et 0.15% des dépenses réelles de fonctionnement.

La ligne « Atténuation de produit » correspond à la contribution de la Ville de Bischheim au Fond de Péréquation des ressources intercommunales et Communales (FPIC). La Ville étant éligible à la Dotation de Solidarité Urbaine, elle est pour l'heure dispensée de cette contribution. Ce poste est donc nul.

En ce qui concerne **les opérations d'ordre**, on peut noter une augmentation du virement de section à section de l'ordre 5.47%

- **Focus sur les recettes de fonctionnement**

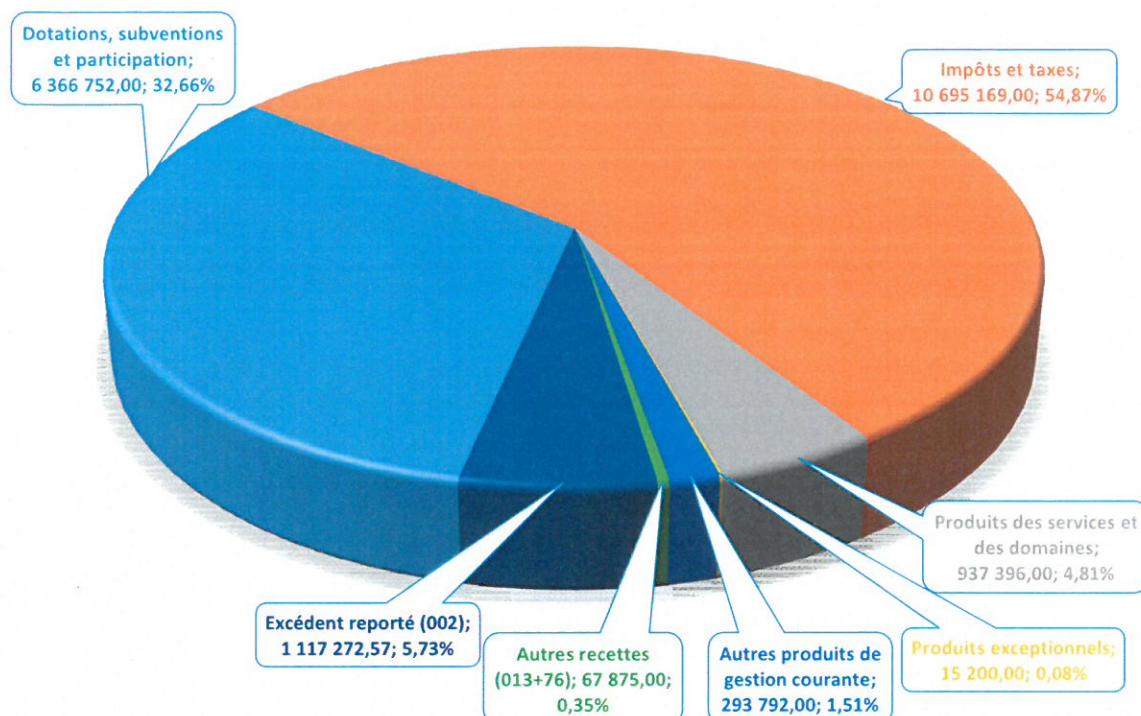
Les recettes totales de fonctionnement (hors 002) s'élèvent à 18 381 184 € contre 17 014 025 € en 2018 (ou 19 498 456,57€ avec l'intégration de l'excédent reporté en 2018), soit une hausse de 8.04% due essentiellement à une hausse des contributions fiscales, mais surtout les recettes issues du transfert de la Petite Enfance estimées à 935 433 € pour 7/12^{ème} de l'année.

Les recettes réelles se montent quant à elles à 18 376 184 € contre 17 009 025 € en 2018. Il s'agit d'une hausse de 8.04% malgré des hypothèses de travail pessimistes faute de transmission des données des services de l'Etat sur les dotations. Ce poste sera amené à être revu dès transmission des dotations (mi-avril 2018) et des recettes du service (ex. restauration scolaire, loyers...). Du fait du transfert de la Petite Enfance, il sera également nécessaire de suivre les versements issus des recettes du service (participation des familles estimée à 200.000€) et celle des partenaires, en particulier de la CAF (estimée à 735.000€).

RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2018 (R002)

19 493 456,57€

(+5000€ DE RECETTES D'ORDRE)



Le produit prévisionnel des services et du domaine public s'établissent à 937 396 € contre 717 290 € en 2018, (en augmentation de 30.69% par rapport à l'exercice 2018). Cette augmentation s'explique par une augmentation des recettes issues du transfert de la Petite Enfance, en particulier la participation des familles.

Le chapitre « Impôts et taxes » tient majoritairement compte des produits des contributions directes ainsi que des bases notifiées, transmises à la date d'établissement des documents budgétaires à la Ville et à la non augmentation des taux tels que proposée au Conseil Municipal. Il convient de rester prudent compte tenu des incertitudes quant aux mécanismes d'abattement et réforme TH. Ce poste, estimé à 10 695 169 € contre 10 505 360 € en 2018, est en augmentation de l'ordre de 1.81%. A noter que les produits issus de 3 principales taxes (TH, TF et TFNB) connaissent des augmentations de l'ordre de +3%. Cette évolution récompense le dynamisme immobilier et la stratégie urbanistique de développement de la Collectivité. Les compensations d'Etat continuent d'augmenter montrant aussi un tissu social fragilisé. Par contre, les recettes sur les taxes sur l'électricité ont été revues à la baisse par mesure de précaution.

Les dotations et participations sont estimées à 6 366 752€ contre 5 397 075 € en 2018, soit une hausse de 17%. Cette baisse est concentrée sur les dotations de l'Etat. Faute de transmission dans les délais, il est proposé de partir sur les mêmes montants que ceux transmis en 2018, soit une Dotation Globale Forfaitaire de 2 074 725 €, une Dotation de Solidarité Urbaine de 2 538 063 € et une Dotation de Péréquation de l'ordre de 209 298 €. Ces hypothèses sont prudentes et devront être réajustées dès transmission des données par les services de l'Etat.

Les autres produits de gestion courante concernent majoritairement les loyers que la Ville perçoit dans la cadre de sa gestion immobilière et s'élèvent à **293 792 €** contre **321 500 €** en 2018, soit **-8.62%** par rapport à 2018. Ces évolutions s'expliquent par les modifications apportées sur la gestion des parkings, en particulier au niveau du cheval blanc. Le niveau se stabilise également par les recettes issues des horodateurs dont la tendance est à l'augmentation puisque les recettes de l'an dernier ne concernaient que 3 trimestres sur 4 du fait de l'exécution du marché à compter d'avril 2018.

Les produits exceptionnels s'élèvent à **15 200 €** (contre 15 500 € en 2017) avec une prévision de **-5.62%** par rapport aux propositions de l'exercice précédent et concernent les indemnités issues des sinistres avec les tiers.

Les autres recettes proviennent de recettes particulières, comme le remboursement des frais de personnel de la part de la sécurité sociale (pour les agents non-titulaires) ou des organismes de prévoyance en cas d'avance par la Collectivité. Ce poste est **en hausse de 29%**, sur la base des recettes constatées en 2018. Il est important de préciser que ces recettes sont extrêmement variables d'un exercice à un autre et les variations n'ont qu'un intérêt statistique.

Un point d'attention est à porter sur **l'excédent de fonctionnement reporté 2018 qui se maintient à un niveau élevé** (1 117 272,57 € contre 1 452 102,43 € d'excédent de fonctionnement reporté 2017), même si une baisse de 23 % par rapport à 2018 est à constater.

Ce report de 1 117 272,57 € montre la volonté de la collectivité de maîtriser ses frais de fonctionnement. Ce report a permis d'atteindre un virement de section à section de 2 320 422 € permettant de poursuivre le désendettement de la Ville.

L'équilibre se fait à 19 498 456,57 € (contre 18 466 127,43 € en 2018) en y intégrant les opérations d'ordre d'environ 5000 €.

SECTION D'INVESTISSEMENT :

La section d'investissement s'équilibre à **11 395 705.17 €** (contre **12 245 079.40 €** en 2018) dont **5 948 568 €** contre **7 150 874 €** de dépenses réelles auxquelles il convient de rajouter 3 706 003,79 € au titre des restes à réaliser 2018. Cela représente une variation de **- 16.81%**. Cette baisse montre la maturité des investissements et un retour à une gestion pérenne de l'avenir en matière d'investissement. L'excellent taux de réalisation constaté lors du Compte administratif 2018 montre que tous les projets sont lancés : il est donc normal que la section d'investissement revienne dans une période plus calme, même si les montants engagés restent à un niveau élevé.

Au niveau des recettes d'investissement, **les recettes réelles (hors cessions) s'élèvent à 2 752 916 €** (contre **4 360 474 €** en 2018) auxquelles il est nécessaire d'ajouter les restes à réaliser en recettes de 2 413 984,69 €, le solde d'exécution de l'exercice précédent de **(-)-1 736 133,38 €** et **3 028 152,48 €** en affectation en réserve. L'évolution de ce poste est due au montant des reports d'investissement en terme de dépenses. En effet, l'exercice 2018 est marqué par un haut niveau d'investissement, dont une partie est à reporter sur l'exercice à venir.

L'emprunt en 2019 sera limité à 1 650 000 € maximum. L'excédent de 379 683,58 € correspond à la part des dépenses reportées sur 2019 et dont le montant fut défini après la consultation de l'emprunt 2018. Ces dépenses se retrouvent dans les reports de dépenses. Les recettes comportent également la prévision de produits de cession à hauteur de 284 830 € (Cessions relatives au Capitole et au Garage Rue de la Tuilerie et des reprises d'équipement)

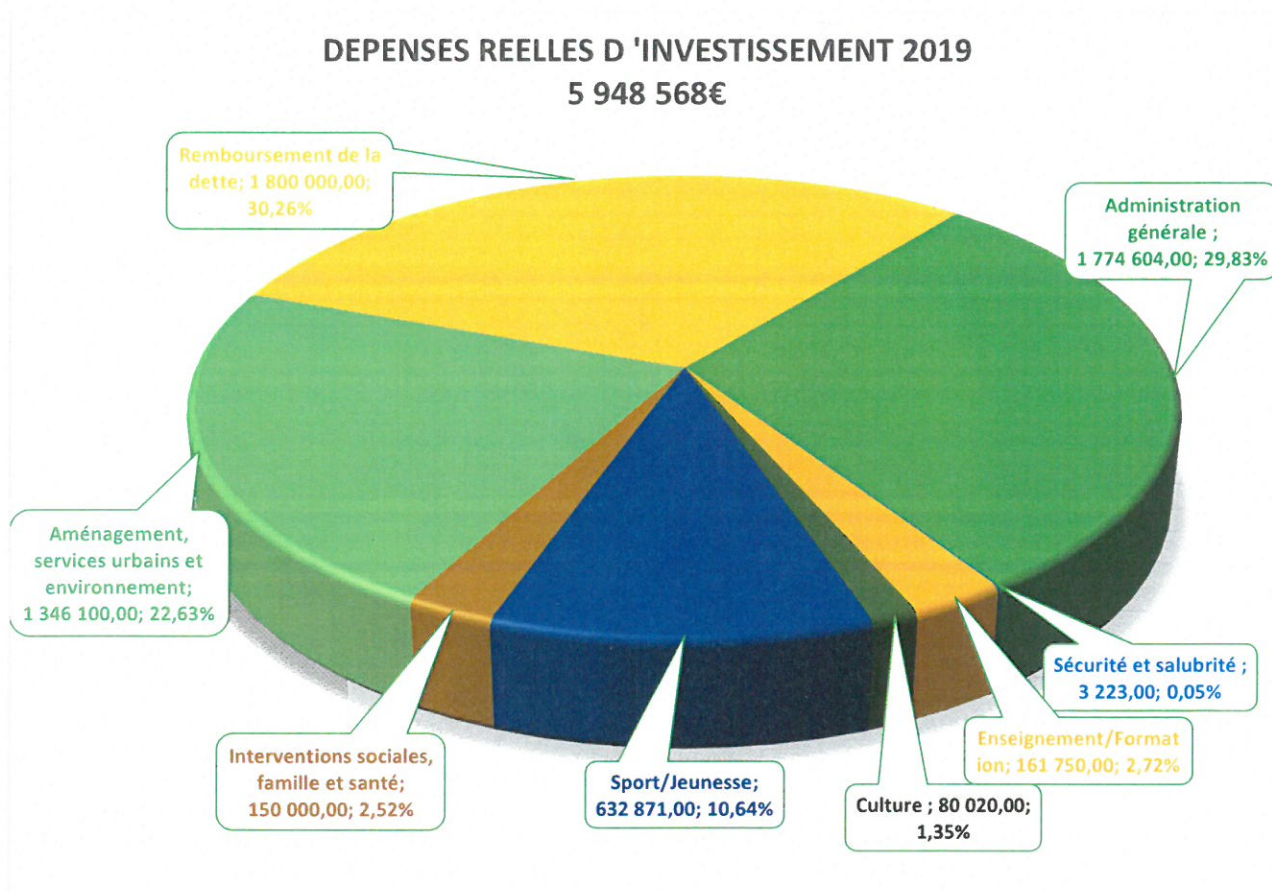
600.000 € de subventions (DPV et DETR) sont inscrites au budget.

Les écritures d'ordre concernant les amortissements et charges à étaler pour 595 400 € et au virement de section qui s'élève à 2 320 422 €.

- Focus sur les dépenses d'investissement :

Les dépenses réelles d'investissement se concentrent sur l'entretien du bâti, le cadre de vie (jardins familiaux, voirie et éclairage public), la poursuite de la modernisation des services et la continuité de l'opération de l'extension de l'Hôtel de Ville.

Des opérations, éligibles à la Dotation Politique de la Ville (DPV) et à la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR), sont également inscrites au budget, toutefois leur réalisation dépendra du montant de la dotation allouée.

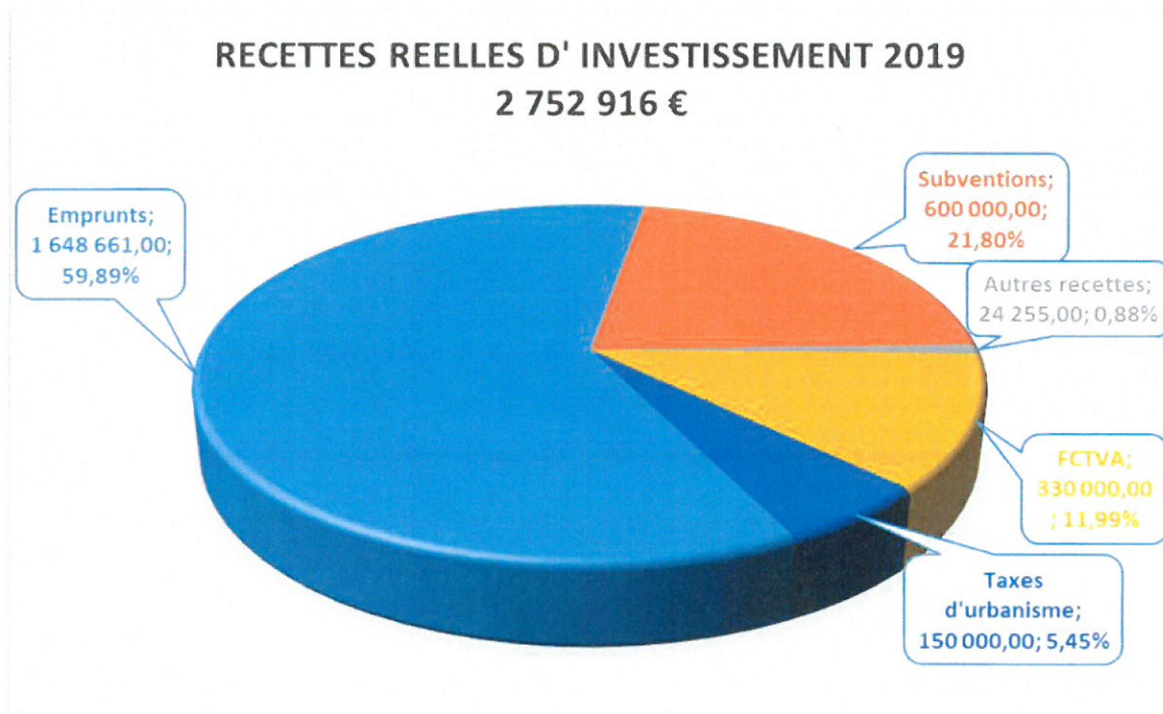


Les dépenses réelles sont estimées à 5 948 568 € (contre 7 150 874€ en 2018), dont 610.000€ relèvent des quartiers prioritaires de la Ville (QPV). Les principaux projets 2019 sont :

- 1.800.000 € de remboursement de capital de dette dans la perspective d'un désendettement progressif de la Ville de Bischheim et de maîtrise de ce poste en vue d'investissement futur.
- 1.100.000 € pour le Guichet Unique
- 588 500 € d'acquisitions immobilières
- 500 000 € pour le terrain de sport couvert
- 150 000 € pour la poursuite du projet des jardins familiaux
- 150 000 € subvention CSF
- 383 000 € pour la modernisation informatique des services
- 282 000 € pour l'éclairage public
- 163 000 € pour la modernisation et l'entretien des écoles
- 108 000 € pour le renouvellement de la flotte automobile
- 135 000 € pour la mise en valeur de l'environnement
- 77 667 € pour l'accessibilité phase 2019
- 69 000 € de développement et de valorisation de la Ballastière

- **Focus sur les recettes réelles d'investissement :**

- Le recours à l'emprunt maximal de 1 600 000 € contre 2 600 000 € en 2018
- Au niveau des subventions, la forte évolution est due à la dotation politique de la ville se maintient avec 500 000 € attendus par la ville et 100 000 € au niveau de la DETR
- Au niveau du FCTVA, grâce un élargissement des dépenses éligibles, il paraît raisonnable de partir sur 330 000 € et ce d'autant plus que le niveau d'investissement 2018 était supérieur à 6.000.000 €
- Au niveau des autres recettes, les produits de cession sont estimés à 284 830 € et la taxe d'aménagement est estimée à 150 000 €



Ainsi, malgré une conjoncture morose, la Ville de Bischheim fait preuve de volontarisme en continuant à investir, tout en se désendettant grâce aux efforts des services en fonctionnement. En effet, la dette est à 875 € par habitant (calculé avec 17510 hab. pop DGF 2018) en date du 1^{er} mars 2019 contre 957 € en moyenne pour les communes de plus de 10.000 habitants. (Source : Taelys -CDG2016).

Le programme pluriannuel d'investissement tel que présenté dans le ROB 2019 devrait permettre à la collectivité de tenir ses obligations réglementaires (dématérialisation, accessibilité) et politiques (amélioration des services publics et modernisation des équipements scolaires), en gardant un endettement conforme aux moyennes de sa strate.